

cabinet canadien qui se trouvaient en visite à Washington au début d'octobre.

M. Byrne: Je veux poser une autre question. Le ministre nous dirait-il si des négociations se poursuivent actuellement entre les gouvernements? S'occupe-t-on de cette affaire dans toute la mesure du possible, afin qu'une telle mesure draconienne ne soit pas prise?

L'hon. M. Macdonnell: J'ai fourni beaucoup de détails au sujet de ce qui s'est passé. Si le député veut savoir où en est la question, je devrai alors considérer sa demande comme avis et lui fournir les renseignements plus tard.

PRÉSUMÉS ACHATS PAR LA DÉLÉGATION ROUMAINE DE L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): J'aimerais poser une question au ministre du Commerce; mais, vu qu'il est absent, peut-être son adjoint parlementaire pourrait-il la considérer comme un préavis. Ma question fait suite à une nouvelle de la *Gazette* de Montréal, numéro du 9 décembre. L'article signale qu'une délégation agricole de Roumanie a eu des entretiens avec les autorités fédérales la semaine dernière et a annoncé un projet d'achat d'un demi-million de marchandises canadiennes; il signale aussi qu'on a invité le Canada à envoyer l'an prochain une mission agricole en Europe orientale.

Quels produits canadiens a-t-on achetés et l'invitation a-t-elle été acceptée? Dans le cas de l'affirmative, qu'est-ce que la mission cherchera à vendre ou à acheter?

L'hon. J. M. Macdonnell (ministre suppléant du Commerce): L'honorable député aurait-il l'obligeance de répéter sa question?

M. Olson: Peut-être devrais-je en donner avis au ministre, monsieur l'Orateur.

NOUVELLE ANNONÇANT QUE LA SOCIÉTÉ ROLLS ROYCE ACCROÎT SES VENTES AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. F. Brown (Essex-Ouest): J'ai une question à poser au ministre du Commerce; mais, vu qu'il est absent, je puis probablement la poser à mon bon ami le ministre suppléant, qui, j'en suis sûr, n'a pas besoin de préavis. Le *Globe and Mail* du 6 décembre a rapporté que la *Rolls Royce Motor Car Company* projette de tripler l'objectif de ses ventes au Canada au cours de l'an prochain. Est-ce là un résultat de la visite de la mission commerciale du Canada au Royaume-Uni, alors qu'il y a beaucoup de chômage dans l'industrie canadienne de l'automobile?

L'hon. J. M. Macdonnell (ministre suppléant du Commerce): Je suis flatté de ce que l'honorable député pense que je pourrais répondre maintenant à cette question. Je crois devoir la considérer comme un préavis.

MISSION AU ROYAUME-UNI—QUESTION AU SUJET D'UN REPRÉSENTANT DU NATIONAL-CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. J. Henderson (Kingston): J'aimerais poser une question au ministre des Transports au sujet de la présence, parmi les membres de la mission d'achats du Canada en Grande-Bretagne, du vice-président des achats du National-Canadien, M. E. A. Bromley. Le ministre peut-il nous dire si le National-Canadien songe à acheter du matériel roulant en Grande-Bretagne?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Je ne sache pas qu'on ait eu pareille intention.

M. Henderson: Puis-je poser une autre question? Est-ce que le ministre aurait quelque idée de ce que le vice-président préposé aux achats du National-Canadien pourrait acheter en Grande-Bretagne?

L'hon. M. Hees: La réponse est non.

LES BESTIAUX

DEMANDE D'UNE MESURE CONCERNANT LES MÉTHODES D'ABATTAGE SANS CRUAUTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. C. McGee (York-Scarborough): J'aimerais poser au ministre de la Justice une question dont je lui ai donné un préavis verbal. A-t-il une déclaration à faire au sujet de l'abattage sans cruauté des animaux dans les abattoirs?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Je remercie l'honorable député de m'avoir donné un préavis de la question. Le représentant d'Okanagan-Boundary (M. Christian) m'a également préavisé d'une question analogue; je l'en remercie.

Comme les honorables députés le savent, il y a eu beaucoup d'agitation au sujet de l'abattage sans cruauté, agitation d'ailleurs bien compréhensible. Peu après notre arrivée au pouvoir, nous avons compris que, à la demande de la Société protectrice des animaux d'Ontario, et du Conseil des exploitants d'abattoirs, on formait un comité qui serait chargé d'étudier la possibilité de trouver un moyen pratique d'abattage sans cruauté dans les abattoirs. Le gouvernement a mis certains de ses spécialistes en ce domaine au service permanent du comité et, à la demande du comité et avec son accord, le gouvernement